



DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

**ASSISTANCE AU RECRUTEMENT
DE CONTRACTUELS
POUR LES SERVICES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

ACCORD-CADRE 24F027

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

DES LOTS 3 À 6, À BONS DE COMMANDE

Les lots traités dans ce document sont les lots en gras (lot 3 à 7) :

- lot n° 1 : « Recrutement - Bâtiment et construction » ;
- lot n° 2 : « Recrutement - Informatique et systèmes d'information »

- **lot n° 3 : « Recrutement - Métiers de l'accueil et de la surveillance » ;**
- **lot n° 4 : « Recrutement - Assistant de direction et métiers supports administratifs » ;**
- **lot n° 5 : « Recrutement - Métiers de la restauration » ;**
- **lot n° 6 : « Recrutement - Chauffeurs » ;**
- **lot n° 7 : « Recrutement dédié aux personnes en situation de handicap.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD CADRE	4
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Forme	4
1.4. Durée	5
1.4.1. Durée de validité de l'accord-cadre	5
1.4.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande	5
1.5. Montants	5
1.5.1. Montants maximum de l'accord-cadre	6
1.6. Lieux d'exécution	6
1.7. Précision lexicale	6
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES	6
2.1. Pièces particulières	6
2.2. Pièces générales	7
2.3. Pièces fournies par le titulaire	7
ARTICLE 3 – RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE	7
3.1. Acheteur	7
3.2. Représentant du titulaire	7
3.3. Formes des notifications entre les parties	7
ARTICLE 4 - PRIX	8
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	8
4.3. Variation dans les prix	8
4.4. Prestations similaires	9
ARTICLE 5 - CLAUSE DE RÉ-EXAMEN	9
ARTICLE 6 - Modalités de règlement	9
6.1. Modalités de facturation	9
6.2. Mode de règlement	10
6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	10
6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	10
6.5. Présentation des demandes de paiement	10
ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES	11
7.1. Responsabilité	11
7.2. Assurances	11
ARTICLE 8 – SOUS-TRAITANCE	11

8.1. Désignation de sous-traitants _____	11
8.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants _____	12
ARTICLE 9 - AVANCES ET ACOMPTES _____	13
9.1. Avance _____	13
9.2. Acomptes et retenue de garantie _____	13
ARTICLE 10 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ _____	13
ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS _____	15
11.1. Emission des bons de commande _____	15
11.2. Etapes et livrables _____	16
11.3. Engagements sociaux _____	17
ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS _____	17
12.1. Qualité des prestations _____	17
12.2. Obligations du titulaire _____	18
12.3. Opérations de vérifications : attestation de service fait _____	18
12.4. Bilan annuel _____	18
ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS _____	19
13.1. Délais d'exécution _____	19
13.2. Pénalités _____	19
ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ _____	20
ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE _____	20
15.1. Résiliation _____	20
15.2. Litiges _____	21
15.3. Langue _____	21
ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES _____	21
16.1. Obligation de confidentialité _____	21
16.2. Protection des données à caractère personnel _____	21
ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX _____	22

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD CADRE

1.1. Objet

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance au recrutement de contractuels pour différents métiers de l'Assemblée nationale.

Ces prestations recouvrent la recherche, l'évaluation et la présentation de candidats qualifiés en vue du recrutement de personnels contractuels par l'Assemblée nationale.

L'ensemble des prestations attendues pour chaque lot est détaillé dans le CCTP (cahier des clauses techniques particulières) du lot correspondant.

1.2. Allotissement

L'accord-cadre est constitué de 7 lots distincts :

- Lot 1 : Le lot 1 a pour objet le recrutement dans le secteur du bâtiment et de la construction.
- Lot 2 : Le lot 2 a pour objet le recrutement dans le secteur informatique et des systèmes d'information.
- **Lot 3** : Le lot 3 a pour objet le **recrutement dans les métiers de l'accueil et de la surveillance.**
- **Lot 4** : Le lot 4 a pour objet le **recrutement dans les métiers d'assistant de direction et les métiers supports administratifs.**
- **Lot 5** : Le lot 5 a pour objet le **recrutement dans les métiers de la restauration.**
- **Lot 6** : Le lot 6 a pour objet le **recrutement de chauffeurs.**
- **Lot 7** : Le lot 7 a pour objet le **recrutement dédié aux personnes en situation de handicap.**

Le présent CCAP concerne uniquement les lots 3 à 7 (en gras).

Il est précisé que le lot 7 est utilisé lorsque le recrutement concerne une personne en situation de handicap, quel que soit le secteur d'activité. En revanche, les lots 1 à 6 sont utilisés lorsque le recrutement concerne une personne relevant du secteur d'activité correspondant au lot en question. Toutefois, ces conditions n'excluent pas la possibilité pour les titulaires des lots 1 à 6 de proposer également des candidats en situation de handicap.

1.3. Forme

Pour les lots 1 à 6, le présent accord-cadre est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du CCP (code de la commande publique). Le lot 7 est passé sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des articles L. 2122-1, R. 2122-8, et R. 2123-1. 2°b) du CCP.

Les lots 3 à 6 sont des accords-cadres à bons de commande

Les lots 3 et 4 prennent chacun la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins conformément aux modalités de répartition des bons de commande prévues à l'article 11.1.1 présent CCAP.

Le nombre d'attributaires des lots 3 et 4 du présent accord cadre est fixé conformément au tableau ci-dessous sous réserve d'un nombre suffisant d'offres régulières.

N° de lot	Objet	Nombre d'attributaires
Lot 3	Recrutement dans les métiers de l'accueil et de la surveillance.	3
Lot 4	Recrutement dans les métiers d'assistant de direction et les métiers supports administratifs.	3

Les lots 5 et 6 prennent chacun la forme d'accords-cadres à bons de commande mono-attributaires, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

1.4. Durée

1.4.1. Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être notifiés.

Cette durée est de deux (2) ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Il peut être reconduit deux (2) fois, pour une période de douze (12) mois, par une décision expresse de l'Assemblée nationale notifiée au(x) titulaire(s), sans que sa durée n'excède quatre (4) ans.

La décision de reconduction est notifiée au titulaire au moins trois (3) mois avant son expiration par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune indemnité n'est due au titulaire en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Le(s) titulaire(s) ne peut(peuvent) pas refuser la reconduction.

1.4.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande

Les bons de commande émis au titre des lots 3 à 6 peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié. Toutefois, les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Leur durée d'exécution ne saurait toutefois dépasser de plus de (douze) 12 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

1.5. Montants

1.5.1. Montants maximum de l'accord-cadre

En application du 2° de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, les lots sont conclus sans minimum et avec les montants maximum suivants :

- Lot 1 : 148 334 euros HT maximum soit 178 000 euros TTC maximum sur 4 ans ;
- Lot 2 : 387 500 euros HT maximum soit 465 000 euros TTC maximum sur 4 ans ;
- **Lot 3 : 205 834 euros HT maximum soit 247 000 euros TTC maximum sur 4 ans ;**
- **Lot 4 : 371 667 euros HT maximum soit 446 000 euros TTC maximum sur 4 ans ;**
- **Lot 5 : 57 500 euros HT maximum soit 69 000 euros TTC maximum sur 4 ans ;**
- **Lot 6 : 22 500 euros HT maximum soit 27 000 euros TTC maximum sur 4 ans ;**
- **Lot 7 : 39 975 euros HT maximum soit 47 970 euros TTC maximum sur 4 ans.**

1.6. Lieux d'exécution

L'accord-cadre est exécuté dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans l'offre technique ou à distance via visioconférence ;

Les pré-sélections se font dans les locaux du titulaire ou en visioconférence

Les candidats sélectionnés par l'Assemblée nationale sont reçus dans ses locaux du 7^{ème} arrondissement de Paris.

1.7. Précision lexicale

Dans le cadre du présent document, les termes « au titulaire », « le titulaire », « du titulaire », « les titulaires » *etc.* sont employés pour désigner chaque titulaire de chacun des lots de l'accord-cadre.

Les termes « administration », « acheteur » et « Assemblée nationale » sont employés pour désigner l'Assemblée nationale.

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est régi par les pièces suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1. Pièces particulières

- **L'AE (acte d'engagement) du lot dûment complété**, et ses annexes, à savoir ;
 - Le cas échéant, annexe 1 : formulaire DC4 relatif à la présentation d'un sous-traitant
 - Le cas échéant, annexe 2 : tableau de repartitions des sommes cas de cotraitance et/ou de sous-traitance ;
 - Annexe 3 : **bordereau des prix unitaires** (hors onglet détail quantitatif estimatif – DQE, non contractuel)
 - Annexe 4 : **Engagements sociaux**

- Annexe 5 : **Avantages et déductions**
- Le présent **CCAP** (cahier des clauses administratives particulières) dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi :
 - Annexe 1 : RGPD
- Le **CCTP** (cahier des clauses techniques particulières) dont l'exemplaire conservé par l'administration fait seul foi, et son annexe comportant **les fiches de poste** ;

2.2. Pièces générales

- Le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

2.3. Pièces fournies par le titulaire

- **Le CRT** (cadre de réponse technique).

ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE

3.1. Acheteur

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent accord-cadre est le directeur de Ressources humaines ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par la division du recrutement, des stages et de l'apprentissage.

3.2. Représentant du titulaire

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

3.3. Formes des notifications entre les parties

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix sont unitaires définitifs.

Ils sont révisables dans les conditions indiquées à l'article 4.3 ci-dessous.

Ils sont indiqués dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix est arrêtée au mois de la date de notification de l'accord-cadre.

4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

4.3. Variation dans les prix

Les prix du de l'accord-cadre sont révisables.

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times [(S_1/S_0)]$$

Dans laquelle :

P_1 : prix révisé ;

P_0 : prix à la date d'établissement des prix (cf. article 4.1.1 ci-dessus) ;

S_1 : dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

S_0 : valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

L'indice de référence est l'indice SYNTEC est disponible sur le site <https://www.syntec.fr/>

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement est utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice est proposé au titulaire ; celui-ci a la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu est réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci peut proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale revient alors à l'acheteur, qui communique l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés 1 mois avant la date de révision des prix à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, s'accompagne de celle de l'indice de révision, obtenu par la même formule, sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés sont arrondis à la deuxième décimale.

Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier, avec un préavis de 1 mois, la partie non exécutée / de l'accord-cadre, lorsque la révision des prix conduit à une augmentation de plus de 5 % l'an par rapport aux prix initiaux de l'accord-cadre.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par la personne publique pour ce motif n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

4.4. Prestations similaires

L'acheteur peut recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, sans que cela n'amène au dépassement du montant maximum du de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - CLAUSE DE REEXAMEN

Il n'est pas prévu de clauses de réexamen en l'application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Modalités de facturation

Les prestations exécutées sont payées à chaque titulaire conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives. Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du titulaire,
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- la référence du lot (intitulé et numéro) ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- la désignation d'exécution le cas échéant ;
- La date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale,
- Le prix unitaire HT de chaque recrutement,
- Les montants et taux de TVA légalement applicables,
- Le montant total TTC des prestations exécutées,

- Le nom du service destinataire,
- La date et l'adresse de la réalisation de la prestation.

6.2. Mode de règlement

Le règlement est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture, par application du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

6.5. Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution de l'accord-cadre.

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, l'accord-cadre peut être résilié.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES

7.1. Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

7.2. Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

8.1. Désignation de sous-traitants

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4¹ (dans la dernière version en vigueur) relatif à la présentation d'un sous-traitant précisant :
 - ❑ la désignation précise des prestations sous-traitées,
 - ❑ le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
 - ❑ le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
 - ❑ les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance,
 - ❑ le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, par la production des pièces exigées du titulaire dans les conditions fixées par le règlement de la consultation du présent marché ;
4. Les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
5. Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ;
6. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
7. Attestation d'assurance ;
8. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

La demande d'agrément du sous-traitant doit être envoyée par courriel à l'adresse suivante :

recrutement@assemblee-nationale.fr

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

8.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles R. 2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

¹ Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 9 - AVANCES ET ACOMPTES

9.1. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance peut être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 % ou à 30 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande (ou à 50% lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

9.2. Acomptes et retenue de garantie

Recrutement par le titulaire :

Chaque étape de la prestation réalisée donne lieu au versement d'un acompte, calculé en pourcentage du montant total du bon de commande.

Etapes réalisées	Acompte
Présentation de 3 candidats reçus en entretien à l'Assemblée nationale	50 %
Prise de poste du candidat sélectionné	50 %

ARTICLE 10 - RESPECT DE LA RÉGLEMENTATION RELATIVE AU TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-

contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

ARTICLE 11 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1. Emission des bons de commande

11.1.1 Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commandes précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur/la directrice des ressources humaines de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commandes sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

Répartition des bons de commandes entre les titulaires des lots 3 et 4

La répartition des bons de commande pour les lots 3 et 4 entre les trois titulaires des accords-cadres est effectuée selon le principe suivant :

Le titulaire classé premier à l'issue de l'analyse des offres se voit attribuer un minimum de 45 % des recrutements sur la totalité de l'accord-cadre arrondi à l'entier inférieur.

Le titulaire classé deuxième à l'issue de l'analyse des offres se voit attribuer un minimum de 30 % des recrutements sur la totalité de l'accord-cadre arrondi à l'entier inférieur.

Le titulaire classé troisième à l'issue de l'analyse des offres se voit attribuer un minimum de 15 % des recrutements sur la totalité de l'accord-cadre arrondi à l'entier inférieur.

On entend par recrutement le processus de sélection et d'embauche d'un personnel.

En cas de résiliation d'un titulaire sans résiliation de l'accord cadre, les pourcentages sont répartis au prorata des pourcentages des titulaires restants.

La répartition doit être effective à la fin du contrat toutes reconductions validées comprises.

11.1.2 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence du lot (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- la désignation du délai le cas échéant ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande avec les prix unitaires H.T et T.T.C de chaque prestation.
- tout autre renseignement utile.

- Le calendrier prévisionnel

11.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé, totalement ou partiellement, selon les modalités décrites pour la traçabilité du bon de commande, dans les conditions suivantes :

- si l'annulation intervient dans un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la notification du bon de commande ;
- si un incident imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande.

Au-delà de 7 jours, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

11.1.4. Réserves sur un bon de commande

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification d'un bon de commande pour émettre ses réserves, le cas échéant, par tout moyen écrit permettant d'attester de la réception (courriel, fax ou lettre recommandée avec accusé de réception).

Passé ce délai, le titulaire est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à l'exécution des prestations et se conforme aux termes du bon de commande, qu'il ait ou non formulé des observations.

En cas de réserves, qui ne dispensent pas le titulaire d'exécuter les prestations, un document rectificatif peut être établi en accord avec l'Assemblée nationale.

11.2. Etapes et livrables

Pour les lots 3 à 6 :

Etapes et livrables	Echéance
Réunion de cadrage	Dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés suivant la date de notification du bon de commande
Projet d'annonce	Dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés suivants la réunion de cadrage
Si modification du projet d'annonce	Dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés suivant la demande de modification de l'Assemblée nationale

Courriel pour informer de la publication de la fiche de présentation du poste	Dans un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la validation de l'annonce
Remise des 3 dossiers de candidature validés par l'Assemblée nationale (CV, lettre de motivation du candidat, compte rendu de l'entretien de pré-qualification et résultats des tests)	Dans le délai maximum de cinquante (50) jours ouvrés à compter de la réunion de cadrage
Suivi de la mission	Envoi de courriels à minima mensuels à l'Assemblée nationale pour rendre compte du suivi pendant la période de garantie
Bilan final de mission (art 2.3.2 du CCTP)	A la fin de la mission de recrutement
Garantie de remplacement : Présentation de nouveaux candidats suite à la rupture prématurée d'un contrat	La garantie de remplacement ne doit pas être inférieure à 1 semaine à partir de la prise de poste

Les délais mentionnés ci-dessus s'entendent en dehors des délais de validation imputables à l'Assemblée nationale. En cas d'ajournement de la prestation, ces délais court de plein droit.

11.3. Engagements sociaux

Il est souhaité que le titulaire mette en place une démarche d'amélioration sociale, en veillant à confier la réalisation des prestations visées par le présent accord-cadre à des personnes en situation de handicap ou éloignées de l'emploi. Lors de l'exécution des prestations, le titulaire doit respecter le nombre d'heures auquel il s'est engagé dans l'annexe 5 de l'acte d'engagement, sous peine des pénalités prévues dans le présent CCAP. Le nombre d'heures à réaliser est calculé en fonction des recrutements attribués, multipliés pour chacun par l'engagement pris par le titulaire.

Obligation de *reporting* annuel :

Le titulaire s'engage à fournir chaque année lors du bilan, à la demande du pouvoir adjudicateur, une attestation indiquant :

- Le nombre d'heures effectuées par les personnes ciblées (handicapées ou éloignées de l'emploi) par bon de commande.
- Les mesures concrètes mises en œuvre pour respecter les engagements sociaux du marché.

ARTICLE 12 - SUIVI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1. Qualité des prestations

Les prestations doivent être conformes :

- aux prescriptions des normes homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois précédant la date de notification ;

- aux spécifications contractuelles ;
- aux bons de commande.

12.2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité et de présentation décrites dans les documents contractuels. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner le rejet des prestations et peut avoir pour conséquence la résiliation de l'accord-cadre.

- Conditions de prévention des conflits d'intérêts

Le prestataire s'engage à ne pas solliciter un candidat placé par lui à l'Assemblée nationale pendant une durée minimale de 24 mois.

Tout manquement du titulaire aux engagements souscrits lui est signalé par lettre recommandée avec avis de réception et peut faire l'objet des pénalités et sanctions.

- Obligation de fourniture des attestations ou livrables nécessaires à l'obtention des avantages ou déductions de l'annexe 5 à l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à fournir autant que nécessaire les attestations ou réaliser toutes autres démarches nécessaires à l'obtention des avantages ou déductions de l'annexe 5 à l'acte d'engagement. Dans le cas où l'acheteur serait dans l'impossibilité d'obtenir les avantages ou déductions de l'annexe 5 à l'acte d'engagement du fait du titulaire, les pénalités prévues au présent CCAP s'appliquent.

12.3. Opérations de vérifications : attestation de service fait

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi opérationnel de l'exécution.

Par dérogation des articles 27 à 30 du CCAG, à la réception des 3 candidats, une première situation est payée sous forme d'acompte, dans les conditions de l'article 7.2 du présent CCAP

A la prise de poste, une admission sous réserve de validation de la période de garantie est réalisée permettant le paiement du second acompte, à la fin de la période de garantie, la réserve est levée et le paiement des acomptes devient paiement définitif pour solde.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

12.4. Bilan annuel

Tous les ans à compter de la notification, une réunion est organisée entre le titulaire et les représentants de l'Assemblée nationale afin de dresser un bilan des prestations de recrutement effectuées dans l'année.

ARTICLE 13 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

13.1. Délais d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande.

Les délais de recherche, l'évaluation et la présentation de candidats qualifiés en vue du recrutement de personnels contractuels par l'Assemblée nationale sont inclus dans le délai d'exécution.

13.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont fixées de la manière suivante :

Prestations attendues	Manquement constaté	Pénalité applicable
Transmission à l'Assemblée nationale d'un dossier de présentation pour chaque candidat	Non-respect du délai prévu à l'article 11.2 du présent C.C.A.P.	1% du montant du bon de commande par jour ouvré de retard à compter de l'expiration du délai prévu à l'article 11.2 du présent C.C.A.P.
Nombre de candidats à présenter, tel que fixé à l'article 11.2. du présent C.C.A.P.	Nombre insuffisant	15% du montant du bon de commande par candidat manquant
Information des candidats et organisation matérielle des entretiens en relation avec l'Assemblée nationale	Non-respect du délai prévu au calendrier prévisionnel annexé au bon de commande	1% du montant du bon de commande par jour ouvré de retard à compter de l'expiration du délai prévu au calendrier prévisionnel.
Pénalités pour non-respect de la clause « engagements sociaux » prévu à l'article 11 du présent CCAP	En cas de non-respect.	10% de la somme des bons de commande concernés
Pertinence des dossiers reçus <u>plus de 4 dossiers rejetés dû à la mauvaise qualité des profils proposés</u>		500 € par constatation au-delà de 4

➤ **Autres pénalités :**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités de retard suivantes :

Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	500 €
Manquement à la protection des données à caractère personnel (par cas constaté)	300 €
Non obtentions des avantages ou déductions prévues à l'annexe 5 à l'acte d'engagement du fait du titulaire	Egale au montant avantages ou déductions non perçus

➤ **Modalités d'application des pénalités**

Les pénalités sont cumulables dans la limite du plafonnement de 30% mentionné ci-dessus.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE

15.1. Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- Les manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement » ;
- les manquements à l'obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, telle que définie à l'article 16 du présent CCAP

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

15.2. Litiges

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

15.3. Langue

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en Français.

ARTICLE 16 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

16.1. Obligation de confidentialité

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent accord-cadre, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

16.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat

conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe 1 du présent document.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent document apporte les dérogations listées ci-dessous au CCAG-FCS.

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 4.3 déroge aux articles 38 et 42 du CCAG ;
- L'article 10.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 12.3 déroge aux articles 27.1 et 27.3 et 28.2 du CCAG ;
- L'article 14.2 déroge à l'article 14 du CCAG.